

RCS : AIX EN PROVENCE

Code greffe : 1301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AIX EN PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1996 B 00312

Numéro SIREN : 385 123 161

Nom ou dénomination : ORTEC EXPANSION

Ce dépôt a été enregistré le 21/09/2022 sous le numéro de dépôt 12182

ORTEC EXPANSION

Société anonyme au capital de 3.789.930 euros
Siège social : 550, rue Pierre Berthier, Parc de Pichaury
13100 Aix-en-Provence
385 123 161 R.C.S. Aix-en-Provence

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021 - COMPTES ANNUELS

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE



**Pour copie certifiée conforme à l'original,
Le Président Directeur Général,
M. André EINAUDI**



COMPTES SOCIAUX ANNUELS

AU 31 DÉCEMBRE 2021

SOMMAIRE

	Pages
ACTIF	1
PASSIF	2
COMPTES DE RESULTAT ANNUELS	3
TABLEAU DES FLUX.....	4
NOTES AUX ETATS FINANCIERS SOCIAUX	5

Bilan annuel

Aux 31 décembre 2021 et 2020 (en milliers d'euros)

	notes	31 décembre 2021	31 décembre 2020
ACTIF			
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles	(2)	2 923	2 923
Immobilisations corporelles	(2)	653	802
Immobilisations financières	(2)	172 344	172 345
Actif circulant			
Clients et comptes rattachés	(3)	3 216	677
Autres créances	(3)	57 744	51 844
Disponibilités	(4)	85 317	136 745
Charges constatées d'avance	(7)	512	825
TOTAL DE L'ACTIF		322 709	366 161

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers

Bilan annuel

Aux 31 décembre 2021 et 2020 (en milliers d'euros)

	<i>notes</i>	31 décembre 2021	31 décembre 2020
PASSIF			
Capitaux propres (8)			
Capital		3 790	3 790
Réserves		82 805	114 440
Résultat de la période		52 513	3 364
		139 108	121 594
Provisions pour risques et charges	(9)	2 059	1 600
Dettes			
Emprunts et dettes financières	(11)	75 405	100 301
Fournisseurs et comptes rattachés	(3)	1 281	714
Dettes fiscales et sociales	(3)	4 890	3 178
Autres dettes	(3)	99 966	138 774
TOTAL DU PASSIF		322 709	366 161

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers

Comptes de résultats annuels

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020
(en milliers d'euros)

	<i>notes</i>	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Chiffre d'affaires		10 116	8 231
Autres achats et charges externes		(6 399)	(5 608)
Impôts et taxes		(425)	(478)
Charges de personnel		(4 001)	(3 232)
(Dotations) Reprises de provisions - net		(139)	(325)
Autres produits et charges		(337)	(339)
Résultat d'exploitation		(1 185)	(1 751)
Résultat financier	(12)	53 729	6 332
Résultat exceptionnel		(89)	594
Résultat avant impôt		52 455	5 175
Impôt sur les bénéfices	(13)	58	(1 811)
Résultat net		52 513	3 364

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers

Tableaux des Flux

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 (en milliers d'euros)

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Variation de trésorerie sur opérations d'exploitation		
Résultat net	52 513	3 364
Amortissements des immobilisations corporelles	139	198
Provisions	474	898
Plus-values de cessions	0	(683)
Marge brute d'autofinancement	53 126	3 777
Variation du besoin en fonds de roulement	(6 657)	3 966
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	46 469	7 743
Variation de trésorerie sur opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	0
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	833
Acquisitions et cessions d'immobilisations financières	0	0
Acquisitions et cessions de sociétés	0	0
Variation des fournisseurs d'immobilisations	0	0
Flux de trésorerie affecté aux opérations d'invest	0	833
Variation de l'endettement et de la trésorerie	46 469	8 576
Variation de trésorerie sur opérations de financement		
Nouveaux emprunts	0	0
Remboursements d'emprunts	(25 007)	(25 000)
Distribution de dividendes	(25 980)	0
Autres	4 200	4 178
Flux de trésorerie lié aux opérations de financem	(46 787)	(20 822)
Variation de trésorerie	(318)	(12 246)
Trésorerie à l'ouverture	36 882	49 128
Trésorerie à la clôture	36 564	36 882

Notes aux états financiers sociaux

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 (en milliers d'euros)

Ortec Expansion SA est la société holding du groupe. Elle exerce une activité de prestation de service auprès des sociétés du groupe, son effectif moyen est de 7.5 salariés.

Ces comptes sociaux ont été établis pour l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2021. Ils sont présentés en milliers d'euros.

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 sont établis en conformité avec les dispositions du Code de commerce, du règlement ANC n°2016-07 du 26/12/2016 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général, et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les comptes sociaux de la société Ortec Expansion sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations incorporelles

Ce poste peut comprendre les malis-techniques résultants de fusions.

La valeur nette comptable d'une immobilisation incorporelle est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur actuelle lorsque la valeur nette comptable de l'actif est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée.

- Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou leur valeur d'apport.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée des biens.

La valeur nette comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à sa valeur vénale ou valeur d'utilité.

Les durées d'utilité estimées des biens sont les suivant :

- Constructions	20 ans
- Installations techniques, matériel et outillages	5 – 10 ans
- Matériel de transport	3 – 5 ans
- Matériel de bureau et informatique	5 ans
- Mobilier	8 - 10 ans

Les terrains et les immobilisations en cours ne sont pas amortis.

Le montant amortissable d'un actif correspond à sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle, cette dernière représentant la valeur vénale de l'immobilisation à la fin de son utilisation, diminuée des coûts de sortie.

- Participations, autres titres immobilisés

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, y compris les frais d'acquisition.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les éléments suivants peuvent être pris en considération pour estimer la valeur d'utilité : rentabilité et perspective de rentabilité, capitaux propres, perspective de réalisation, conjoncture économique, ainsi que les motifs d'appréciation sur lesquels repose la transaction d'origine.

Les autres immobilisations financières sont essentiellement constituées par des dépôts et cautionnement versés lors de la signature des baux des locaux loués. S'il y a lieu, une dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle est inférieure à leur coût d'acquisition.

- Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation nette des créances est inférieure à la valeur comptable.

- Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne de titres est inférieure à son coût d'achat, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

- Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont évaluées pour leur valeur nominale. Le cas échéant le solde des comptes bancaires en devises est converti au taux de clôture.

- Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance comprennent principalement les éléments suivants :

- services facturés à la société alors qu'ils n'ont pas été rendus par le fournisseur.

- Provisions

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges découlant d'obligations légales ou implicites connues à la date d'établissement des comptes dont le fait générateur trouve sa source dans les périodes antérieures à la date de clôture. Ces provisions sont constituées lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de la provision peut être estimé de manière fiable

Provision pour impôts :

Dans le cadre de l'intégration fiscale, Ortec Expansion est la société tête de groupe et bénéficie des économies d'impôts se rapportant aux déficits de ses filiales. Cette provision est destinée à neutraliser l'économie d'impôt, qui sera restituée aux filiales lorsqu'elles deviendront bénéficiaires.

La société ne comptabilise pas en provision les engagements en matière de retraite. Ces engagements constituent des engagements hors bilan.

- Emprunts

Ce poste regroupe les emprunts auprès d'établissements de crédit et les découverts bancaires. Les comptes courants avances de trésorerie sont classés dans les autres dettes.

- Changement de méthode d'évaluation et de présentation des comptes annuels

Aucune modification n'est intervenue d'un exercice à l'autre en ce qui concerne les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels.

- **Autres informations**

• **Evènements intervenus au cours de l'exercice :**

Crise sanitaire du Covid : En raison de la crise sanitaire du Covid, en 2020, les filiales Françaises n'ont pas distribué de dividende, en parallèle la société n'a rien distribué non plus.

En 2021, les filiales ont effectué une distribution de dividendes pour un montant de 53 341 milliers d'euro, et une distribution de dividendes par Ortec Expansion est intervenue en février 2021 pour un montant de 34 999 milliers d'euros.

L'épidémie de Covid 19 n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière, le patrimoine et les résultats 2021.

• **Consolidation :**

Les comptes annuels de la société Ortec Expansion sont inclus dans la consolidation du groupe Ortec. Ortec Expansion est la société mère consolidante.

• **Option pour le régime d'intégration fiscale :**

Depuis le 1^{er} janvier 1996, la société Ortec Expansion a opté pour le régime de l'intégration fiscale. Elle est la société tête de groupe.

L'impôt sur les sociétés qui est à la charge de chaque filiale membre de l'intégration fiscale est celui qui aurait été payé si la société n'avait pas été membre du groupe fiscal.

• **Honoraires des commissaires aux comptes**

La société Ortec Expansion étant incluse dans le périmètre de consolidation du Groupe Ortec, elle est dispensée de donner cette information.

• **Evènements postérieurs à la clôture**

Pas d'évènement postérieur à la clôture

• **Rémunérations allouées aux membres des organes de direction**

Cette information n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner les rémunérations individuelles.

2. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières :

La variation des immobilisations et des amortissements inscrits à l'actif en application des principes décrits ci-dessus, se présente comme suit :

Valeur brute	31 décembre 2020	Acquisitions	Cessions	Mvts	31 décembre 2021
Marque et logiciels	1	0	0	0	1
Fonds de commerce	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	2 922	0	0	0	2 922
Total des immobilisations incorporelles	2 923	0	0	0	2 923
Matériel et mobilier de bureau	725	0	0	0	725
Agencements et installations	1 870	0	0	0	1 870
Matériel transport	0	0	0	0	0
Immobilisations en cours	0	0	0	0	0
Total des immobilisations corporelles	2 595	0	0	0	2 595
Participations	171 753	3	0	0	171 756
Autres immobilisations financières	610	0	0	0	610
Total des immobilisations financières	172 363	3	0	0	172 366
Total	177 881	3	0	0	177 884

Amortissements et Dépréciations	31 décembre 2020	Dotations	Cessions	Mvts	31 décembre 2021
Marque et logiciels	0	0	0	0	0
Fonds de commerce	0	0	0	0	0
Total des immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Matériel et mobilier de bureau	603	96	0	0	699
Agencements et installations	1 190	53	0	0	1 243
Matériel transport	0	0	0	0	0
Total des immobilisations corporelles	1 793	149	0	0	1 942
Participations	18	4	0	0	22
Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0
Total des immobilisations financières	18	4	0	0	22
Total	1 811	153	0	0	1 964

Valeurs nettes	31 décembre 2020	Augmentations	Diminutions	Mvts	31 décembre 2021
Immobilisations incorporelles	2 923	0	0	0	2 923
Immobilisations corporelles	802	-149	0	0	653
Immobilisations financières	172 345	(1)	0	0	172 344
Total	176 070	(150)	0	0	175 920

Suite à l'adoption du règlement ANC no 2015-06 modifiant le règlement ANC no 2014-03 relatif au plan comptable général, un élément incorporel de 10 771 milliers d'euros, comptabilisé en fonds de commerce au 31 décembre 2015, a été reclassé en autres immobilisations incorporelles pour un montant de 2 922 milliers d'euros et en immobilisations financières pour 7 849 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2021, les tests de dépréciation ont permis de conclure à l'absence de dépréciation de ces immobilisations.

3. Dettes et créances ventilées

Créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	610	0	610
Créances clients	3 216	3 216	0
Etat et collectivités publiques	109	109	0
Groupe et associés	57 635	49 325	8 310
Autres créances	0	0	0
Charges constatées d'avance	512	512	0
TOTAL	62 082	53 162	8 920

Dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des éts de crédit	75 405	25 030	50 375	0
Fournisseurs et comptes rattachés	1 281	1 281	0	0
Personnel et comptes rattachés	1 374	1 374	0	0
Etat et collectivités publiques	3 515	3 515	0	0
Groupe et associés	99 628	99 628	0	0
Autres dettes	339	339	0	0
TOTAL	181 542	131 167	50 375	0

Il n'y a pas de créances ou de dettes représentées par des effets.

4. Trésorerie et équivalent de trésorerie

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Disponibilités	85 317	136 745
Placements court terme	0	0
Comptes courant nets de trésorerie	37 152	28 872
Trésorerie actif	122 469	165 617
Découverts bancaires	0	0
Comptes courant nets de trésorerie	(85 530)	(128 471)
Intérêts courus non échus	(375)	(264)
Trésorerie passif	(85 905)	(128 735)
Trésorerie et équivalents de trésorerie - nets	36 564	36 882

La trésorerie nette comprend les comptes courants de trésorerie conformément à la convention financière du groupe. Ces comptes courant sont classés dans le poste « autres créances » à l'actif et « autres dettes » au passif du bilan.

Il n'existe aucune restriction sur l'utilisation des disponibilités au 31 décembre 2021.
La société n'a pas de valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2021.

5. Charges à payer

Les charges à payer s'analysent comme suit :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Emprunts et dettes financières	405	301
Fournisseurs et comptes rattachés	647	619
Dettes fiscales et sociales	1 256	751
Autres dettes	0	454
Total des charges à payer	2 308	2 125

Les charges à payer liées aux fournisseurs sont des factures non parvenues pour lesquelles les produits ou services ont été obtenus.

Les charges à payer liées aux dettes fiscales et sociales comprennent notamment les provisions pour congés payés, l'intéressement, la TVA sur factures non parvenues et les taxes sur les salaires.

6. Produits à recevoir

Les produits à recevoir s'analysent comme suit :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Clients et comptes rattachés	3 137	644
Autres créances	67	111
Total des produits à recevoir	3 204	755

Les produits à recevoir liés aux clients correspondent au chiffre d'affaires reconnu selon la méthode de l'avancement des travaux.

7. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'analysent comme suit :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Exploitation	19	168
Financier	493	657
Exceptionnel	0	0
Total des charges constatées d'avance	512	825

Il n'y a pas de produits constatés d'avance au 31 décembre 2021 et 2020.

8. Capitaux propres

La variation des capitaux s'analyse de la manière suivante :

	Capital	Réserves	Résultat	Dividendes	Total
Capitaux Propres au 31 Décembre 2019	3 790	93 034	21 406	0	118 230
Affectation du résultat 2019		21 406	(21 406)		0
Distribution Dividendes				0	0
Résultat 2020			3 364		3 364
Capitaux Propres au 31 Décembre 2020	3 790	114 440	3 364	0	121 594
Affectation du résultat 2020		3 364	(3 364)		0
Distribution Dividendes		(34 999)			(34 999)
Résultat 2021			52 513		52 513
Capitaux Propres au 31 Décembre 2021	3 790	82 805	52 513	0	139 108

Le capital social est composé de 252 662 actions d'une valeur nominale de 15 euros, soit un montant total de 3 789 930 euros.

En 2021, la société a distribué des dividendes pour un montant de 34 999 milliers d'euros soit 138.52 € par action.

9. Provisions inscrites au bilan

Les provisions inscrites au bilan s'analysent comme suit :

	31 décembre 2020	Dotations	Reprises	31 décembre 2021
Amortissements sur frais d'acquisition des titres	809	89	0	898
Provisions pour impôts	664	380	0	1 044
Provisions pour risques	127	0	(10)	117
Provisions sur titres de participation	17	5	0	22
Total	1 617	474	(10)	2 081
Résultat d'exploitation		0		
Résultat financier		5		
Résultat exceptionnel		89		
Impôt sur les sociétés		380		
Total		474		

10. Engagements financiers

Les engagements donnés s'analysent ainsi au 31 décembre 2021 :

	Engagements donnés
Cautions sur marchés	0
Cautions hors marchés	320
Nantissement de titres	75 000
Indemnités fin de carrière	507
Total des engagements	75 827

Engagements liés au financement souscrit par la société :

Le 19 septembre 2017, Ortec Expansion a nanti 100% des titres VITEOLE, société mère du Groupe BRUNET, soit 30 225 000 titres. Ceci en garantie du financement mis en place pour la prise de contrôle du Groupe BRUNET.

Le montant des emprunts garantis dus au 31 décembre 2021 s'élèvent à 75 000 milliers d'euros.

Indemnités fin de carrière :

Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice selon une méthode actuarielle rétrospective avec salaires de fin de carrière, qui tient compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

Les engagements sont évalués à la valeur actuelle des paiements futurs.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

	2021	2020
Taux d'actualisation	0,98%	0,34%
Taux de turnover	Turnover moyen sur les 3 derniers exercices avec 0% au delà de 57 ans	Turnover moyen sur les 3 derniers exercices avec 0% au delà de 57 ans
Taux de revalorisation des salaires	Cadre : 1,9 % - non cadres: 1,9 %	Cadre : 1,7 % - non cadres: 1,7 %
Taux de charges sociales	43,50%	43,50%
Table de mortalité	INSEE 2015-2017	INSEE 2014-2016
Age de départ à la retraite	67 ans Cadres - 63 ans non cadres	67 ans Cadres - 63 ans non cadres

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs reposent sur des données provenant de statistiques publiées.

Les hypothèses de rotation du personnel sont déterminées suivant un taux moyen constaté au sein du Groupe.

Engagement en matière de crédit-bail

La société Ortec Expansion n'a pas d'engagement en matière de contrat de crédit-bail.

11. Echancier des emprunts et dettes financières

	Solde au 31 décembre 2021	Court terme 2022	Échéances de remboursement				
			2023	2024	2025	2026	au-delà
Emprunts	75 000	25 000	25 000	25 000	0	0	0
Découverts	375	375					
Intérêts courus à payer	30	30					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	75 405	25 405	25 000	25 000	0	0	0

Les dettes auprès des établissements de crédit sont libellées en euros et sont à taux variables.

Début 2019, la ligne de crédit négociée de 300 000 milliers d'euros a été portée à 500 000 milliers d'euros. En 2020, la société a prolongé cette ligne de crédit de 375 millions d'euros jusqu'au 31 décembre 2021.

Fin février 2022, le Groupe a négocié une ligne de crédit pour un montant de 500 millions d'euros.

A ce titre, le Groupe est soumis au respect d'un ratio financier « dette financière nette / EBITDA ». Le non-respect de ce ratio entraînerait l'exigibilité immédiate de la totalité du montant tiré. Au 31 décembre 2021, le Groupe respecte ses obligations en matière de ratios bancaires.

Emprunts souscrits en 2017 :

Pour financer l'acquisition du Groupe BRUNET, Ortec Expansion avait partiellement utilisé sa ligne de crédit négociée à hauteur de 125 000 milliers d'euros. Cet emprunt est amorti linéairement sur 5 ans à compter de l'année 2020. Le montant de cet emprunt du au 31 décembre 2021 s'élève 75 000 milliers d'euros.

Un CAP de taux à 0.5% sur l'E3M a été mis en place en janvier 2018 sur une période de 5 ans avec une prime de 1 100 milliers d'euros qui est amortie sur la durée de 7 ans identique à celle du CAP. Ce contrat permet de garantir les taux d'emprunt sur ce financement.

12. Résultat financier

Le résultat financier s'analyse comme suit :

	Exercice 2021	Exercice 2020
Produits des participations	53 341	6 396
Produits des placements	184	285
Gains de change	131	251
Autres produits financiers	1 251	1 083
Provisions	0	0
Produits financiers	54 907	8 015
Charges financière sur MT	639	813
Autres charges financières	443	338
Pertes de changes	91	514
Provisions	5	18
Charges financières	1 178	1 683
Résultat financier	53 729	6 332

Les produits des participations correspondent essentiellement aux dividendes reçus des filiales.

13. Impôt sur les bénéfices

Répartition de l'impôt sur les bénéfices :

	Résultat avant impôt	impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	52 544	97	52 447
Résultat exceptionnel	(89)	(5)	(84)
Crédit impôt	0	(79)	79
Impôt (intégration fiscale)	0	21	(21)
Résultat comptable	52 455	(58)	52 513

Le taux d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2021 est de 26.5%, En 2021, Ortec Expansion a utilisé un déficit reportable pour un montant de 1 248 milliers d'euros.

Ortec Expansion a opté pour l'intégration fiscale le 1^{er} janvier 1996,

Ortec Expansion est la société tête de groupe de cette intégration fiscale.

Chaque filiale comptabilise, dans ses comptes, l'impôt sur les sociétés qu'elle aurait constaté si elle n'avait pas été membre de l'intégration fiscale.

En 2021, l'intégration fiscale a généré un surcôt d'IS de 21 milliers d'euros.

Situation fiscale différée et latente :

	Exercice 2021	Exercice 2020
Impôt du sur :		
Jetons de présence	85	91
Impôt payé d'avance sur :		
Autres	0	0
Situation fiscale différée nette	85	91

14. Tableau des filiales et participations :

	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société
				Brute	Nette					
A) Renseignements détaillés concernant les filiales et participations										
<i>1. Filiales (plus de 50 % du capital détenu)</i>										
Ortec Services Industrie	6 716	46 916	100,00	13 229	13 229	59 287	28 549	19 788	-	-
Ortec Environnement	2 792	16 524	100,00	2 839	2 839	117 101	10 435	9 120	-	-
Friedlander	5 250	91 387	100,00	5 337	5 337	121 714	16 265	20 300	-	-
Oralia	100	256	93,92	377	377	-	(396)	4 132	1 089	-
Orlog	6	1	100,00	25	5	-	(1)	-	15	-
Ortec ingeniering	24 000	45 239	100,00	48 998	48 998	-	(1 179)	-	7 736	-
Vitéole 1	46 000	14 964	100,00	93 094	93 094	-	9 099	-	12 510	75 000
Orind9	5	0	100,00	9	6	-	-	-	-	-

ORTEC EXPANSION
Société anonyme au capital de 3.789.930 euros
Siège social : 550, rue Pierre Berthier, Parc de Pichaury
13100 Aix-en-Provence
385 123 161 R.C.S. Aix-en-Provence
(la « Société »)

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE ANNUELLE DU 11 MAI 2022**

Le mercredi 11 mai 2022 à 09 heures, les actionnaires de la Société se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle au siège de la Société, sur convocation du Conseil d'administration.

Chaque actionnaire a été convoqué par lettre simple ou par lettre remise en mains propres contre décharge.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émarginée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire, à laquelle sont annexés les pouvoirs des actionnaires représentés et les formulaires de vote par correspondance.

Les commissaires aux comptes, PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT et M. Antoine OLANDA, régulièrement convoqués, sont absents et excusés.

M. André EINAUDI assure la présidence de la séance en sa qualité de Président du Conseil d'administration de la Société.

Le Président appelle au bureau en qualité de scrutateurs, la société OREIN représentée par son gérant, M. André EINAUDI, et M. Julien EINAUDI, qui sont présents et acceptent ces fonctions.

Le bureau, ainsi composé, désigne Mme Isabelle BOMPOINT en qualité de secrétaire de séance.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins le cinquième des actions de la Société ayant droit de vote.

En conséquence, le quorum étant atteint, l'Assemblée Générale peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau pour être mis à la disposition des actionnaires :

- Copie des lettres de convocation adressées aux actionnaires ;
- Copie des lettres de convocation des Commissaires aux Comptes ;
- Feuille de présence certifiée par le bureau ;
- Pouvoir(s) donné(s) par le(s) actionnaire(s) représentés ;
- Formulaires de vote par correspondance ;
- Liste des actionnaires à jour ;
- Texte des projets de résolutions qui sont soumises à l'assemblée générale ;
- Rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale ;
- Un exemplaire des statuts de la Société.

Le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par la loi et les règlements, devant être communiqués aux actionnaires, ont été régulièrement tenus à leur disposition au siège social de la Société, et que cette dernière a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées, ce dont l'Assemblée Générale lui donne acte.

L'Assemblée Générale est déclarée ouverte par le Président qui rappelle l'ordre du jour :

ORDRE DU JOUR

[...]

- Affectation du résultat de l'exercice ;

[...]

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président fait un exposé sur les questions figurant à l'ordre du jour, puis ouvre la discussion.

Après échange d'observations et personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions.

[...]

DEUXIEME RESOLUTION : AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

L'Assemblée Générale, connaissance prise (i) du rapport de gestion du Conseil d'administration, (ii) du rapport général des Commissaires aux comptes et (iii) des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 52.512.541,62 euros comme suit :

- **Bénéfice distribuable** : bénéfice de l'exercice 2021, soit la somme de 52.512.541,32 €, augmenté du « Report à nouveau » bénéficiaire, s'élevant à la somme de 3.364.338,30 €, correspondant à un bénéfice distribuable de 55.876.879,92 € ;
- Versement d'un dividende de 87,00 € par action pour chacune des 252.662 actions composant le capital social, correspondant à un montant global de 21.981.594,00 € ;
- Affectation du solde du bénéfice distribuable correspondant à la somme de 33.895.285,92 € au poste « Autres réserves », qui s'élèvera alors à 112.884.651,06 €.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants (en euros) :

Exercice clos	Dividendes mis en distribution	Revenus éligibles à l'abattement prévu à l'article 158-3-2° du CGI*
31/12/2018	21.981.594,00	21.981.594,00
31/12/2019	/	/
31/12/2020	34.998.740,24	34.998.740,24

**bénéficiant aux seules personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu*

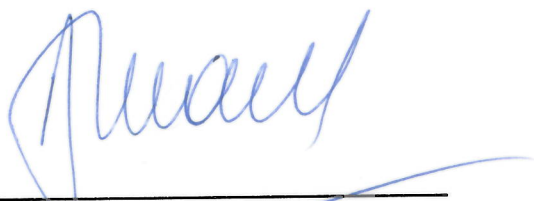
Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires disposant du droit de vote, étant précisé que conformément aux dispositions de l'article L. 233-31 du Code de Commerce, la société ORTEC INDUSTRIE n'a pas pris part au vote.

[...]

SEPTIEME RESOLUTION : POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent acte aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires disposant du droit de vote, étant précisé que conformément aux dispositions de l'article L. 233-31 du Code de Commerce, la société ORTEC INDUSTRIE n'a pas pris part au vote.



Pour copie certifiée conforme à l'original,
Le Président Directeur Général,
M. André EINAUDI

ORTEC EXPANSION SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale
ORTEC EXPANSION SA
Parc de Pichaury
13799 Aix en Provence cedex 3

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ORTEC EXPANSION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimations comptables

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 171 millions d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 2 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par la Direction de la société, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marseille et Trets, le 26 avril 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Didier Cavané

Didier Cavané

 *Antoine Olanda*

Antoine Olanda



COMPTES SOCIAUX ANNUELS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

S O M M A I R E

	Pages
ACTIF.....	1
PASSIF.....	2
COMPTES DE RESULTAT ANNUELS	3
TABLERAU DES FLUX	4
NOTES AUX ETATS FINANCIERS SOCIAUX	5

Bilan annuel

Aux 31 décembre 2021 et 2020 (en milliers d'euros)

	notes	31 décembre 2021	31 décembre 2020
ACTIF			
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles	(2)	2 923	2 923
Immobilisations corporelles	(2)	653	802
Immobilisations financières	(2)	172 344	172 345
Actif circulant			
Clients et comptes rattachés	(3)	3 216	677
Autres créances	(3)	57 744	51 844
Disponibilités	(4)	85 317	136 745
Charges constatées d'avance	(7)	512	825
TOTAL DE L'ACTIF		322 709	366 161

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers

Bilan annuel

Aux 31 décembre 2021 et 2020 (en milliers d'euros)

	<i>notes</i>	31 décembre 2021	31 décembre 2020
PASSIF			
Capitaux propres (8)			
Capital		3 790	3 790
Réserves		82 805	114 440
Résultat de la période		52 513	3 364
		139 108	121 594
Provisions pour risques et charges	(9)	2 059	1 600
Dettes			
Emprunts et dettes financières	(11)	75 405	100 301
Fournisseurs et comptes rattachés	(3)	1 281	714
Dettes fiscales et sociales	(3)	4 890	3 178
Autres dettes	(3)	99 966	138 774
TOTAL DU PASSIF		322 709	366 161

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers

Comptes de résultats annuels
Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020
(en milliers d'euros)

	<i>notes</i>	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Chiffre d'affaires		10 116	8 231
Autres achats et charges externes		(6 399)	(5 608)
Impôts et taxes		(425)	(478)
Charges de personnel		(4 001)	(3 232)
(Dotations) Reprises de provisions - net		(139)	(325)
Autres produits et charges		(337)	(339)
Résultat d'exploitation		(1 185)	(1 751)
Résultat financier	(12)	53 729	6 332
Résultat exceptionnel		(89)	594
Résultat avant impôt		52 455	5 175
Impôt sur les bénéfices	(13)	58	(1 811)
Résultat net		52 513	3 364

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers

Tableaux des Flux

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 (en milliers d'euros)

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Variation de trésorerie sur opérations d'exploitation		
Résultat net	52 513	3 364
Amortissements des immobilisations corporelles	139	198
Provisions	474	898
Plus-values de cessions	0	(683)
Marge brute d'autofinancement	53 126	3 777
Variation du besoin en fonds de roulement	(6 657)	3 966
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	46 469	7 743
Variation de trésorerie sur opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	0
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0	833
Acquisitions et cessions d'immobilisations financières	0	0
Acquisitions et cessions de sociétés	0	0
Variation des fournisseurs d'immobilisations	0	0
Flux de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	0	833
Variation de l'endettement et de la trésorerie	46 469	8 576
Variation de trésorerie sur opérations de financement		
Nouveaux emprunts	0	0
Remboursements d'emprunts	(25 007)	(25 000)
Distribution de dividendes	(25 980)	0
Variation des comptes courant et autres	4 200	4 178
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	(46 787)	(20 822)
Variation de trésorerie	(318)	(12 246)
Trésorerie à l'ouverture	36 882	49 128
Trésorerie à la clôture	36 564	36 882

Notes aux états financiers sociaux

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 (en milliers d'euros)

Ortec Expansion SA est la société holding du groupe. Elle exerce une activité de prestation de service auprès des sociétés du groupe, son effectif moyen est de 7.5 salariés.

Ces comptes sociaux ont été établis pour l'exercice de 12 mois clos au 31 décembre 2021. Ils sont présentés en milliers d'euros.

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 sont établis en conformité avec les dispositions du Code de commerce, du règlement ANC n°2016-07 du 26/12/2016 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général, et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Les comptes sociaux de la société Ortec Expansion sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations incorporelles

Ce poste peut comprendre les malis-techniques résultants de fusions.

La valeur nette comptable d'une immobilisation incorporelle est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur actuelle lorsque la valeur nette comptable de l'actif est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée.

- Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou leur valeur d'apport.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée des biens.

La valeur nette comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à sa valeur vénale ou valeur d'utilité.

Les durées d'utilité estimées des biens sont les suivant :

- Constructions	20 ans
- Installations techniques, matériel et outillages	5 – 10 ans
- Matériel de transport	3 – 5 ans
- Matériel de bureau et informatique	5 ans
- Mobilier	8 - 10 ans

Les terrains et les immobilisations en cours ne sont pas amortis.

Le montant amortissable d'un actif correspond à sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle, cette dernière représentant la valeur vénale de l'immobilisation à la fin de son utilisation, diminuée des coûts de sortie.

- Participations, autres titres immobilisés

Les titres de participation sont constitués des investissements durables qui permettent d'assurer le contrôle de la société émettrice ou d'y exercer une influence notable ou qui permettent d'établir avec la société émettrice des relations d'affaires.

Ces titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, y compris les frais d'acquisition.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Les éléments suivants peuvent être pris en considération pour estimer la valeur d'utilité : rentabilité et perspective de rentabilité, capitaux propres, perspective de réalisation, conjoncture économique, ainsi que les motifs d'appréciation sur lesquels repose la transaction d'origine.

Les autres immobilisations financières sont essentiellement constituées par des dépôts et cautionnement versés lors de la signature des baux des locaux loués. S'il y a lieu, une dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle est inférieure à leur coût d'acquisition.

- Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur de réalisation nette des créances est inférieure à la valeur comptable.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne de titres est inférieure à son coût d'achat, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

- **Disponibilités**

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont évaluées pour leur valeur nominale. Le cas échéant le solde des comptes bancaires en devises est converti au taux de clôture.

- **Charges constatées d'avance**

Les charges constatées d'avance comprennent principalement les éléments suivants :

- services facturés à la société alors qu'ils n'ont pas été rendus par le fournisseur.

- **Provisions**

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges découlant d'obligations légales ou implicites connues à la date d'établissement des comptes dont le fait générateur trouve sa source dans les périodes antérieures à la date de clôture. Ces provisions sont constituées lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de la provision peut être estimé de manière fiable

Provision pour impôts :

Dans le cadre de l'intégration fiscale, Ortec Expansion est la société tête de groupe et bénéficie des économies d'impôts se rapportant aux déficits de ses filiales. Cette provision est destinée à neutraliser l'économie d'impôt, qui sera restituée aux filiales lorsqu'elles deviendront bénéficiaires.

La société ne comptabilise pas en provision les engagements en matière de retraite. Ces engagements constituent des engagements hors bilan.

- **Emprunts**

Ce poste regroupe les emprunts auprès d'établissements de crédit et les découverts bancaires. Les comptes courants avances de trésorerie sont classés dans les autres dettes.

- **Changement de méthode d'évaluation et de présentation des comptes annuels**

Aucune modification n'est intervenue d'un exercice à l'autre en ce qui concerne les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels.

- **Autres informations**

• **Evènements intervenus au cours de l'exercice :**

Crise sanitaire du Covid : En raison de la crise sanitaire du Covid, en 2020, les filiales Françaises n'ont pas distribué de dividende, en parallèle la société n'a rien distribué non plus.

En 2021, les filiales ont effectué une distribution de dividendes pour un montant de 53 341 milliers d'euro, et une distribution de dividendes par Ortec Expansion est intervenue en février 2021 pour un montant de 34 999 milliers d'euros.

L'épidémie de Covid 19 n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière, le patrimoine et les résultats 2021.

• **Consolidation :**

Les comptes annuels de la société Ortec Expansion sont inclus dans la consolidation du groupe Ortec. Ortec Expansion est la société mère consolidante.

• **Option pour le régime d'intégration fiscale :**

Depuis le 1^{er} janvier 1996, la société Ortec Expansion a opté pour le régime de l'intégration fiscale. Elle est la société tête de groupe.

L'impôt sur les sociétés qui est à la charge de chaque filiale membre de l'intégration fiscale est celui qui aurait été payé si la société n'avait pas été membre du groupe fiscal.

• **Honoraires des commissaires aux comptes**

La société Ortec Expansion étant incluse dans le périmètre de consolidation du Groupe Ortec, elle est dispensée de donner cette information.

• **Evènements postérieurs à la clôture**

Conflit Ukraine

La Société n'ayant pas d'activités en Russie et en Ukraine n'est pas soumise à une exposition directe (sur ses filiales, avec les clients ou fournisseurs). Cependant, ces derniers mois, la plupart des marchés industriels ont subi de fortes tensions impactant l'équilibre économique des contrats et affaires des filiales détenus par la Société et qui sont accentués par les événements géopolitiques en cours. Il existe également une reprise de cette pression haussière due à la flambée des prix et les pénuries de matière premières. Par ailleurs les coûts internes et de sous-traitance font l'objet d'une revalorisation significative afin de soutenir le pouvoir d'achat des salariés.

• **Rémunérations allouées aux membres des organes de direction**

Cette information n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner les rémunérations individuelles.

2. Immobilisations incorporelles, corporelles et financières :

La variation des immobilisations et des amortissements inscrits à l'actif en application des principes décrits ci-dessus, se présente comme suit :

Valeur brute	31 décembre 2020	Acquisitions	Cessions	Mvts	31 décembre 2021
Marque et logiciels	1	0	0	0	1
Fonds de commerce	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	2 922	0	0	0	2 922
Total des immobilisations incorporelles	2 923	0	0	0	2 923
Matériel et mobilier de bureau	725	0	0	0	725
Agencements et installations	1 870	0	0	0	1 870
Matériel transport	0	0	0	0	0
Immobilisations en cours	0	0	0	0	0
Total des immobilisations corporelles	2 595	0	0	0	2 595
Participations	171 753	3	0	0	171 756
Autres immobilisations financières	610	0	0	0	610
Total des immobilisations financières	172 363	3	0	0	172 366
Total	177 881	3	0	0	177 884

Amortissements et Dépréciations	31 décembre 2020	Dotations	Cessions	Mvts	31 décembre 2021
Marque et logiciels	0	0	0	0	0
Fonds de commerce	0	0	0	0	0
Total des immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Matériel et mobilier de bureau	603	96	0	0	699
Agencements et installations	1 190	53	0	0	1 243
Matériel transport	0	0	0	0	0
Total des immobilisations corporelles	1 793	149	0	0	1 942
Participations	18	4	0	0	22
Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0
Total des immobilisations financières	18	4	0	0	22
Total	1 811	153	0	0	1 964

Valeurs nettes	31 décembre 2020	Augmentations	Diminutions	Mvts	31 décembre 2021
Immobilisations incorporelles	2 923	0	0	0	2 923
Immobilisations corporelles	802	-149	0	0	653
Immobilisations financières	172 345	(1)	0	0	172 344
Total	176 070	(150)	0	0	175 920

Suite à l'adoption du règlement ANC no 2015-06 modifiant le règlement ANC no 2014-03 relatif au plan comptable général, un élément incorporel de 10 771 milliers d'euros, comptabilisé en fonds de commerce au 31 décembre 2015, a été reclassé en autres immobilisations incorporelles pour un montant de 2 922 milliers d'euros et en immobilisations financières pour 7 849 milliers d'euros. Au 31 décembre 2021, les tests de dépréciation ont permis de conclure à l'absence de dépréciation de ces immobilisations.

3. Dettes et créances ventilées

Créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	610	0	610
Créances clients	3 216	3 216	0
Etat et collectivités publiques	109	109	0
Groupe et associés	57 635	49 325	8 310
Autres créances	0	0	0
Charges constatées d'avance	512	512	0
TOTAL	62 082	53 162	8 920

Dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des éta de crédit	75 405	25 030	50 375	0
Fournisseurs et comptes rattachés	1 281	1 281	0	0
Personnel et comptes rattachés	1 374	1 374	0	0
Etat et collectivités publiques	3 515	3 515	0	0
Groupe et associés	99 628	99 628	0	0
Autres dettes	339	339	0	0
TOTAL	181 542	131 167	50 375	0

Il n'y a pas de créances ou de dettes représentées par des effets.

4. Trésorerie et équivalent de trésorerie

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Disponibilités	85 317	136 745
Placements court terme	0	0
Comptes courant nets de trésorerie	37 152	28 872
Trésorerie actif	122 469	165 617
Découverts bancaires	0	0
Comptes courant nets de trésorerie	(85 530)	(128 471)
Intérêts courus non échus	(375)	(264)
Trésorerie passif	(85 905)	(128 735)
Trésorerie et équivalents de trésorerie - nets	36 564	36 882

La trésorerie nette comprend les comptes courants de trésorerie conformément à la convention financière du groupe. Ces comptes courants sont classés dans le poste « autres créances » à l'actif et « autres dettes » au passif du bilan.

Il n'existe aucune restriction sur l'utilisation des disponibilités au 31 décembre 2021.
La société n'a pas de valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2021.

5. Charges à payer

Les charges à payer s'analysent comme suit :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Emprunts et dettes financières	405	301
Fournisseurs et comptes rattachés	647	619
Dettes fiscales et sociales	1 256	751
Autres dettes	0	454
Total des charges à payer	2 308	2 125

Les charges à payer liées aux fournisseurs sont des factures non parvenues pour lesquelles les produits ou services ont été obtenus.

Les charges à payer liées aux dettes fiscales et sociales comprennent notamment les provisions pour congés payés, l'intéressement, la TVA sur factures non parvenues et les taxes sur les salaires.

6. Produits à recevoir

Les produits à recevoir s'analysent comme suit :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Clients et comptes rattachés	3 137	644
Autres créances	67	111
Total des produits à recevoir	3 204	755

Les produits à recevoir liés aux clients correspondent aux refacturations de services pour les filiales détenues par la Société.

7. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'analysent comme suit :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Exploitation	19	168
Financier	493	657
Exceptionnel	0	0
Total des charges constatées d'avance	512	825

Il n'y a pas de produits constatés d'avance au 31 décembre 2021 et 2020.

8. Capitaux propres

La variation des capitaux s'analyse de la manière suivante :

	Capital	Réserves	Résultat	Dividendes	Total
Capitaux Propres au 31 Décembre 2019	3 790	93 034	21 406	0	118 230
Affectation du résultat 2019		21 406	(21 406)		0
Distribution Dividendes				0	0
Résultat 2020			3 364		3 364
Capitaux Propres au 31 Décembre 2020	3 790	114 440	3 364	0	121 594
Affectation du résultat 2020		3 364	(3 364)		0
Distribution Dividendes		(34 999)			(34 999)
Résultat 2021			52 513		52 513
Capitaux Propres au 31 Décembre 2021	3 790	82 805	52 513	0	139 108

Le capital social est composé de 252 662 actions d'une valeur nominale de 15 euros, soit un montant total de 3 789 930 euros.

En 2021, la société a distribué des dividendes pour un montant de 34 999 milliers d'euros soit 138.52 € par action. Une partie des dividendes pour 9 019 milliers d'euros a été payée par imputation sur le compte courant Orein et n'a pas fait l'objet d'un décaissement.

9. Provisions inscrites au bilan

Les provisions inscrites au bilan s'analysent comme suit :

	31 décembre 2020	Dotations	Reprises	31 décembre 2021
Amortissements sur frais d'acquisition des titres	809	89	0	898
Provisions pour impôts	664	380	0	1 044
Provisions pour risques	127	0	(10)	117
Provisions sur titres de participation	17	5	0	22
Total	1 617	474	(10)	2 081
Résultat d'exploitation		0		
Résultat financier		5		
Résultat exceptionnel		89		
Impôt sur les sociétés		380		
Total		474		

La provision pour impôt correspond à l'économie d'impôt qui sera rétrocédée aux filiales qui ont permis de générer une économie d'impôt au sein de l'intégration fiscale.

10. Engagements financiers

Les engagements donnés s'analysent ainsi au 31 décembre 2021 :

	Engagements donnés
Cautions sur marchés	0
Cautions hors marchés	320
Nantissement de titres	75 000
Indemnités fin de carrière	507
Total des engagements	75 827

Engagements liés au financement souscrit par la société :

Le 19 septembre 2017, Ortec Expansion a nanti 100% des titres VITEOLE, société mère du Groupe BRUNET, soit 30 225 000 titres. Ceci en garantie du financement mis en place pour la prise de contrôle du Groupe BRUNET.

Le montant des emprunts garantis dus au 31 décembre 2021 s'élève à 75 000 milliers d'euros.

Indemnités fin de carrière :

Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice selon une méthode actuarielle rétrospective avec salaires de fin de carrière, qui tient compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

Les engagements sont évalués à la valeur actuelle des paiements futurs.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

	2021	2020
Taux d'actualisation	0,98%	0,34%
Taux de turnover	Turnover moyen sur les 3 derniers exercices avec 0% au delà de 57 ans	Turnover moyen sur les 3 derniers exercices avec 0% au delà de 57 ans
Taux de revalorisation des salaires	Cadre : 1,9 % - non cadres: 1,9 %	Cadre : 1,7 % - non cadres: 1,7 %
Taux de charges sociales	43,50%	43,50%
Table de mortalité	INSEE 2015-2017	INSEE 2014-2016
Age de départ à la retraite	67 ans Cadres - 63 ans non cadres	67 ans Cadres - 63 ans non cadres

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs reposent sur des données provenant de statistiques publiées.

Les hypothèses de rotation du personnel sont déterminées suivant un taux moyen constaté au sein du Groupe.

Engagement en matière de crédit-bail

La société Ortec Expansion n'a pas d'engagement en matière de contrat de crédit-bail.

11. Échéancier des emprunts et dettes financières

	Solde au 31 décembre 2021	Court terme 2022	Échéances de remboursement				
			2023	2024	2025	2026	au-delà
Emprunts	75 000	25 000	25 000	25 000	0	0	0
Découverts	375	375					
Intérêts courus à payer	30	30					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	75 405	25 405	25 000	25 000	0	0	0

Les dettes auprès des établissements de crédit sont libellées en euros et sont à taux variables.

Début 2019, la ligne de crédit négociée de 300 000 milliers d'euros a été portée à 500 000 milliers d'euros. En 2020, la société a prolongé cette ligne de crédit de 375 millions d'euros jusqu'au 31 décembre 2021.

Le 20 janvier 2022, le Groupe a négocié une ligne de crédit pour un montant de 500 millions d'euros.

Emprunts souscrits en 2017 :

Pour financer l'acquisition du Groupe BRUNET, Ortec Expansion avait partiellement utilisé sa ligne de crédit négociée à hauteur de 125 000 milliers d'euros. Cet emprunt est amorti linéairement sur 5 ans à compter de l'année 2020. Le montant de cet emprunt du au 31 décembre 2021 s'élève 75 000 milliers d'euros.

Un CAP de taux à 0.5% sur l'E3M a été mis en place en janvier 2018 sur une période de 5 ans avec une prime de 1 100 milliers d'euros qui est amortie sur la durée de 7 ans identique à celle du CAP. Ce contrat permet de garantir les taux d'emprunt sur ce financement.

A ce titre, le Groupe est soumis au respect d'un ratio financier « dette financière nette / EBITDA ». Le non-respect de ce ratio entraînerait l'exigibilité immédiate de la totalité du montant tiré. Au 31 décembre 2021, le Groupe respecte ses obligations en matière de ratios bancaires.

12. Résultat financier

Le résultat financier s'analyse comme suit :

	Exercice 2021	Exercice 2020
Produits des participations	53 341	6 396
Produits des placements	184	285
Gains de change	131	251
Autres produits financiers	1 251	1 083
Provisions	0	0
Produits financiers	54 907	8 015
Charges financière sur MT	639	813
Autres charges financières	443	338
Pertes de changes	91	514
Provisions	5	18
Charges financières	1 178	1 683
Résultat financier	53 729	6 332

Les produits des participations correspondent essentiellement aux dividendes reçus des filiales.

13. Impôt sur les bénéfices

Répartition de l'impôt sur les bénéfices :

	Résultat avant impôt	impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	52 544	97	52 447
Résultat exceptionnel	(89)	(5)	(84)
Crédit impôt	0	(79)	79
Impôt (intégration fiscale)	0	(71)	71
Résultat comptable	52 455	(58)	52 513

Le taux d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2021 est de 26.5%, En 2021, Ortec Expansion a utilisé un déficit reportable pour un montant de 1 248 milliers d'euros.

Ortec Expansion a opté pour l'intégration fiscale le 1^{er} janvier 1996,

Ortec Expansion est la société tête de groupe de cette intégration fiscale.

Chaque filiale comptabilise, dans ses comptes, l'impôt sur les sociétés qu'elle aurait constaté si elle n'avait pas été membre de l'intégration fiscale.

En 2021, l'intégration fiscale a généré un surcôt d'IS de 21 milliers d'euros.

Situation fiscale différée et latente :

	Exercice 2021	Exercice 2020
Impôt du sur :		
Jetons de présence	85	91
Impôt payé d'avance sur :		
Autres	0	0
Situation fiscale différée nette	85	91

14. Tableau des filiales et participations :

	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société
				Brute	Nette					
A) Renseignements détaillés concernant les filiales et participations										
1. Filiales (plus de 50 % du capital détenu)										
Ortec Services Industrie	6 716	46 916	100,00	13 229	13 229	59 287	28 549	19 788	-	-
Ortec Environnement	2 792	16 524	100,00	2 839	2 839	117 101	10 435	9 120	-	-
Friedlander	5 250	91 387	100,00	5 337	5 337	121 714	16 265	20 300	-	-
Oralia	100	256	93,92	377	377	-	(396)	4 132	1 089	-
Orlog	6	1	100,00	25	5	-	(1)	-	15	-
Ortec ingeniering	24 000	45 239	100,00	48 998	48 998	-	(1 179)	-	7 736	-
Vitéole 1	46 000	14 964	100,00	93 094	93 094	-	9 099	-	12 510	75 000
Orind9	5	0	100,00	9	6	-	-	-	-	-